

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/40/Add.1/Rev.3
2 mai 2000

(00-1780)

Comité des subventions et des mesures compensatoires

RAPPORTS SEMESTRIELS PRÉSENTÉS AU TITRE DE L'ARTICLE 25.11 DE L'ACCORD

Révision

1. Les Membres ci-après ont fait parvenir au Secrétariat des rapports semestriels sur les décisions qu'ils ont prises en matière de droits compensateurs pendant la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 1998: Argentine, Australie, Communauté européenne, États-Unis, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou et Venezuela. Ces rapports ont été distribués dans la série de documents G/SCM/N/40/...

2. Les Membres ci-après ont informé le Comité qu'ils n'avaient pas pris de décisions en matière de droits compensateurs pendant la période considérée:

Afrique du Sud	El Salvador	Malaisie	Rwanda
Bahreïn	Émirats arabes unis	Maldives	Saint-Kitts-et-Nevis
Barbade	Équateur	Malte	Singapour
Brésil ¹	Fidji	Maroc	Slovénie
Brunéi Darussalam	Guatemala	Namibie	Sri Lanka
Bulgarie	Honduras	Norvège	Suisse
Burkina Faso	Hong Kong, Chine	Panama	Thaïlande
Canada ¹	Hongrie	Paraguay	Trinité-et-Tobago
Chili	Inde	Philippines	Tunisie
Chypre	Indonésie	Pologne	Turquie
Colombie	Islande	Qatar	Uruguay
Corée, Rép. de	Israël	République dominicaine	Zambie
Cuba	Japon	République slovaque	Zimbabwe
Dominique	Liechtenstein	République tchèque	
Égypte	Macao	Roumanie	

3. Les Membres ci-après n'ont pas fait parvenir de rapport au Secrétariat: Angola, Antigua-et-Barbuda, Bangladesh, Belize, Bénin, Bolivie, Botswana, Burundi, Cameroun, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Îles Salomon, Jamaïque, Kenya, Koweït, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Nicaragua, Niger, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Sénégal, Sierra Leone, Suriname, Swaziland, Tanzanie, Tchad et Togo.

¹ Ces Membres ont également notifié des mesures compensatoires en vigueur au 30 juin 1998.